

Armée.

1929.

MM.

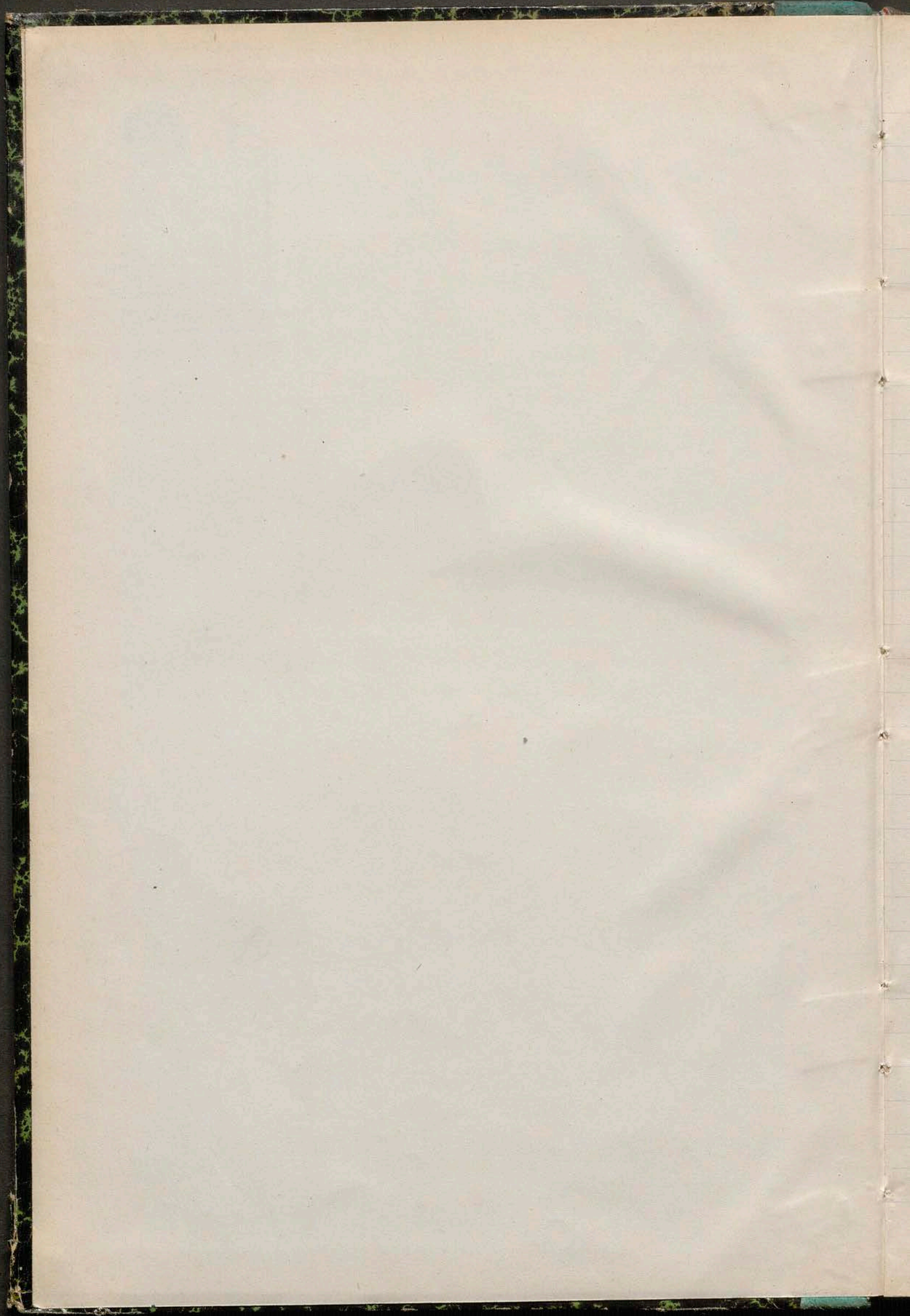
Comte d'ALSACE, prince d'HÉNIN.  
BERGER (Pierre).  
Comte de BLOIS.  
Général BOURGEOIS.  
DANIEL VINCENT.  
MONT (Charles).  
REY.  
Général CAVILLON.

~~LEBERT.~~ *Gaudin*  
Comte d'HARCOURT.  
HAYEZ.  
Général HIRSCHAUER.  
JOVELET.  
DE LANDEMONT.  
LEBERT.

MM.

LEBRUN (Albert).  
LECOURTIER. *Ch. Lusse*  
LOUBAT.  
DE LUBERSAC.  
MAUGER.  
MENIER (Gaston).  
MESSINY.  
MORAND.  
PAUL PALISSE.  
PENANCIER.  
PUSS.  
~~REBERT.~~  
RENÉ RENOULT.  
RICHARD (Jean).  
SABATIERE.  
SIREYJOL.  
Général STEHL.  
VOLLIN.



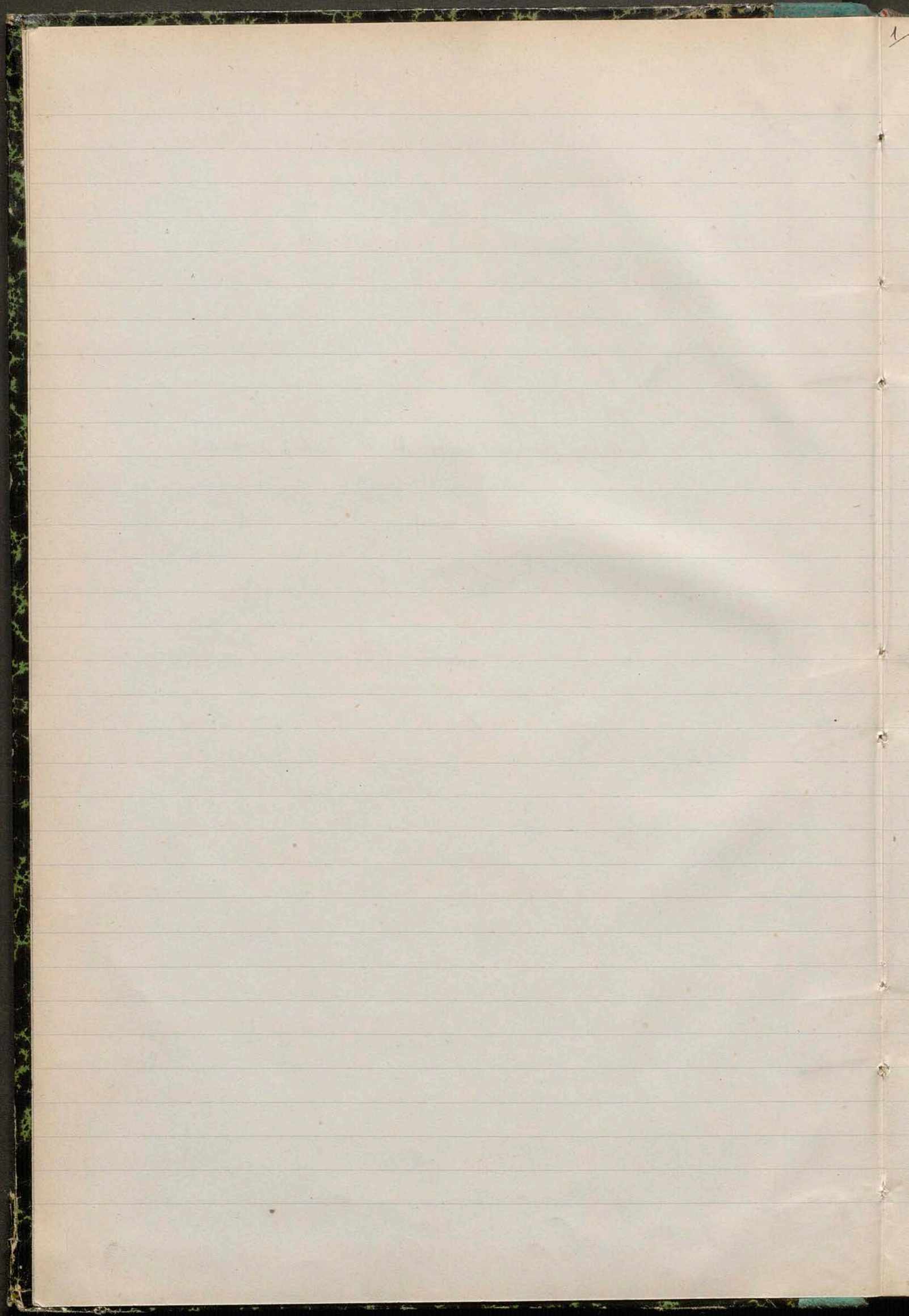




Commission 2<sup>e</sup> armée

—  
1929.  
—







1

Séance du Vendredi 25 Janvier



Présents : Mm. Lebrun, J. Menier, Morand,  
Mange, Pius, Courcier, Duprey, Loubat, d'Alsace,  
Ch. d'Harcourt, H. d'Alsace, Pelisse, Berger, Menimay.

La séance est ouverte à 17<sup>h</sup> 30

I. Présidence de M. le Cte d'Alsace,  
président d'âge.

Réélection  
du Bureau

M. le Président — nous allons procéder à la désigna-  
tion des membres du Bureau de la Commission pour l'année  
1929. Je vous propose, mes chers collègues, de réélire par  
acclamation le Bureau sortant. (Acclamation générale).

Sont ainsi désignés :

Président ...	M. Albert Lebrun
Vice Présidents ...	Mm. Gaston Menier Pierre Berger
Secrétaires	Mm. le Cte d'Alsace P. Pelisse.

M. le Président — J'invite M. Albert Lebrun à  
venir prendre place au fauteuil de la présidence (vifs appls  
unanimes)

II. Présidence de M. Albert Lebrun.

Allocution  
de M. Albert Lebrun

M. Albert Lebrun prononce l'allocution  
suivante :



**Allocution de M. Albert Lebrun.**

Messieurs,

Laissez-moi tout d'abord, au nom de nos collègues du bureau, que vous venez de réélire, et au mien, vous dire une fois de plus notre gratitude pour la confiance dont vous voulez bien nous honorer. Nous nous efforcerons de continuer à la mériter par notre application dans la préparation et la direction de vos travaux.

Vous me permettrez d'adresser nos salutations cordiales à nos nouveaux collègues : MM. Loubet, Moraud et Pin, dont l'entrée dans notre commission lui sera utile à plus d'un titre, et de dire à notre collègue, M. Hervey, un ancien de la commission de l'armée, qui y a tenu une très large place, combien nous regrettons son départ volontaire.

L'an dernier, ici même, je vous disais que l'année qui commençait verrait une activité particulière de la commission de l'armée. Nous étions en effet saisi du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre et nous savions que la Chambre devait nous envoyer bientôt les deux autres projets de loi organiques, sur le recrutement et sur les cadres et effectifs.

» Grâce à une activité particulière de nos rapporteurs et de toute la commission, ces projets ont pu être rapportés devant le Sénat et votés par lui ayant la fin de la session ordinaire.

» Par ailleurs, en cours d'année, d'autres projets ont été étudiés et votés. Je cite notamment ceux sur le statut des sous-officiers de carrière, sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique, sur l'avancement dans l'armée, sur les emplois réservés aux anciens militaires et, tout récemment, ceux sur le fusionnement des officiers d'administration dans les armes et sur l'avancement et la limite d'âge des officiers d'administration de l'intendance et du service de santé.

» Assurément, l'année qui commence nous apportera une activité législative moins intense. Les grandes lignes du nouveau statut de l'armée sont désormais fixées; il ne s'agit plus que d'une mise au point des parties accessoires. Je voudrais bien que nous profitions de ces loisirs relatifs pour porter nos regards sur d'autres questions non moins essentielles à la défense nationale; je veux parler de celles qui touchent aux approvisionnements en armes, matériels et munitions.

Plusieurs collègues ont bien voulu accepter de nous faire un rapport sur les armes portatives, sur les matériels d'artillerie, sur les pou-

dres et explosifs, sur la défense contre les gaz, sur les ressources de notre aéronautique, etc., etc... Je les prie de reprendre leurs études au point où ils les ont laissées et, après une mise à jour, de nous apporter les résultats de leurs investigations, soit pour nous rassurer et nous permettre, le cas échéant, de rassurer le Sénat, si elles sont favorables; soit pour nous alerter et nous mettre à même de remplir notre devoir de contrôle, si elles sont moins satisfaisantes.

Nous continuerons ainsi, sous l'œil bienveillant et attentif de M. de Freycinet, dont le portrait si vivant a été fixé aux murs de votre salle en cours d'année, à remplir la haute et patriotique mission à laquelle la commission de l'armée du Sénat est toujours demeurée fidèle.

*(Applaudissements unanimes)*

Fortifications de:

Lisieux

Evreux

Lorient.

—

M. Messimy donne lecture de trois rapports tendant à l'adoption de projets de loi relatifs aux fortifications de:

1. Lisieux

2. Lorient

3. Evreux.

Ces rapports sont adoptés.



Budget  
de la Guerre

3  
M. Mangin — Je tiens à exprimer le vœu  
que la Commission de l'armée pénètre un peu plus  
à l'avenir dans l'étude du budget de la Guerre.

M. le Président — Je suis d'accord. D'ailleurs  
votre proposition rejoint d'ores et déjà celle que je faisais  
tout à l'heure en prenant place à la présidence. Le point de  
départ des travaux de nos Rapporteurs sur les questions de matériel  
pourrait être la fraction du budget de la Guerre qui concerne  
l'objet de leur rapport. (Bien!)

Création  
du Ministère de  
l'Air.

M. L. Cuberac — Vous avez tout à l'heure, Monsieur  
le Président, dit, dans votre allocution, quelques mots de notre  
aéronautique. Je reviens pour ma part sur l'acte de ratta-  
chement de l'aéronautique militaire au Ministère de l'Air  
mais ne nous trouvons un jour en présence de projets de loi liant  
la solidarité du Ministère de la Guerre dans une question que  
je considère comme très grave. Aussi serais-je très heureux  
que nous entendions M. le Ministre de la Guerre avoir pu  
ne pas nous décevoir le projet d'organisation dont il s'agit.  
Nous le savons par son discours, en 1918, le Général Fournier avait  
proposé à la France la création d'une armée de l'air autonome.  
La réponse négative de M. le Maréchal Pétain fut concluante.

M. le Président — L'audition du Ministre de la  
Guerre ne devrait pas, à mon avis, être pertinente. La ques-  
tion a été débattue au Conseil des Ministres. C'est M. le Pré-  
sident du Conseil qu'il faudrait entendre.

M. L. Cuberac — Tout, mais il ne faut pas tarder.

M. le Président — Nous venons tout à l'heure, je



2  
crois que le moment n'est pas favorable. La discussion  
qui a eu lieu en séance publique a fait apparaître au  
Sénat une majorité très décidée et très forte. Peut-être  
serait-il sage de laisser apparaître d'abord quelques-uns des  
inconvenients que comportera la réforme révisée.

Néanmoins je suis à la disposition de la Commission  
pour les démarches qu'elle jugerait souhaitables.

M. Rieu Berge — M. de Tubernac pourrait  
nous faire un exposé préalable de la question, qui nous  
aiderait à prendre une décision en connaissance de cause.

Il en est ainsi décidé.

M. Mauger demande que les volumes du budget  
de la guerre soient, chaque année versés aux archives  
de la Commission (adopté).

La séance est levée à 18<sup>h</sup> 20'

---



2 / 5  
Séance du mercredi 27 février.

---

Présence de M. Gaston Menier Vice-Prés.

Présents: MM. J. Menier, G<sup>l</sup> Hirschauer, Carillon,  
Mauger, Loubat, Jovet, G<sup>l</sup> Bourgeois, d'Arborea, Gallat,  
Fouga, Berger, Hayez, Péline, Et. d'Harcourt.

La séance est ouverte à 15 heures

Désignation  
de Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs:

M. le G<sup>l</sup> Bourgeois pour le projet de loi modifiant  
l'art. 31 de la loi de recrutement (G<sup>l</sup> Doubs).

M. Carillon pour le projet de loi relatif: l'aliénation  
de l'enceinte de Calais

M. Mauger pour le projet de loi modif. la loi du 19  
juillet 1884 sur les écoles militaires préparatoires.

Commission  
de l'air.

M. le Président — Dans la séance du 21 février  
le Sénat a donné son adhésion à un projet particulier  
de désignation de 36 membres de la Commission de l'air  
qui vient d'être créée. Huit de nos grandes commissions,  
dont la Commission de l'Armée, doivent désigner par-  
mi leurs membres 4 candidats, dont le choix sera ensuite  
soumis à la ratification du Bureau.

C'est un procédé qui n'est d'ailleurs rien d'officiel.  
Mais je crois qu'il conviendrait, vu l'urgence, de désigner  
dès à présent quatre d'entre nous comme candidats à la  
Commission de l'air.



M. le g<sup>l</sup> Hirschauer — Je propose que nos désignations  
M. Gaston Menier, M. le g<sup>l</sup> Bourgeois, M. de Tubersac  
et M. Berge.

Je suis, pour ma part, présent<sup>l</sup> par le C<sup>o</sup> des Finances  
et M. Messimy pour l'être par le C<sup>o</sup> des Colonies.

M. de Tubersac — M. Messimy m'a fait chargé  
de présenter éventuellement la candidature. Je ne puis  
donc me rallier à la proposition de M. le g<sup>l</sup> Hirschauer que  
s'il n'y a la certitude que M. Messimy l'aura proposée par le  
C<sup>o</sup> des Colonies.

M. le g<sup>l</sup> Hirschauer — Nous ferons le nécessaire  
auprès de nos collègues du C<sup>o</sup> des Colonies pour qu'il en soit ainsi.

Le pp<sup>s</sup> de M. le g<sup>l</sup> Hirschauer est adopté.  
M. Gaston Menier, g<sup>l</sup> Bourgeois, de Tubersac et  
Berge sont en conséquence désignés.

Fortifications  
de Calais  
—

M. Carillon donne lecture des conclusions de  
son rapport tendant à l'adoption du projet sur l'aliénation  
du pont de mur des fortifications de Calais.  
adopté.

Artiel 31 de la  
loi de recrutement  
(g<sup>l</sup> des Evén.)  
—

M. le g<sup>l</sup> Bourgeois donne lecture des conclusions  
de son rapport tendant à l'adoption du projet de loi modif.  
l'art. 31 de la loi de recrutement (g<sup>l</sup> des Evén.)  
adopté.

Organisation  
défensive de nos frontières  
—

M. Haeghe — Je crois de mon devoir d'attirer  
l'attention de la Commission de l'armée sur l'absence  
absolue de troupes de défense sur notre frontière du Nord.



La population du Nord, qui est toujours été victime des invasions, manifeste une émotion croissante et très justifiée au premier état de chose dix ans après la fin des hostilités.

M. le <sup>1</sup><sup>er</sup> Hirschauer — J'appuie l'intervention de notre collègue. Je suis même déjà intervenu auprès de la Direction du Service pour savoir où on était le mise en état de défense de nos frontières. Il m'a été répondu que, quant à présent, il y avait 5 lots de routes et de voies de 60 Soums en adjudication et quelques bitumages dans la région du Rhin. Et c'est tout. Mais avec Semard, nos collègues de l'Est et moi, que les travaux soient effectués en lisant le moins possible les intérêts des propriétaires atteints et en s'efforçant de concilier, dans la construction des voies de communication, les besoins de la stratégie et ceux de la vie économique du pays.

En ce qui concerne les bitumages, il y a eu entre eux de vives attaques à la tribune et à la chambre, en particulier de M. Pierre Cot, qui voudrait que l'on fit de simples tranchées avec des fils de fer barbelés. Je ne suis pas de son avis, car la prochaine guerre ne ressemble probablement pas à la dernière.

Les Allemands préparent manifestement de maintenant un "coup de poing", par de grands travaux facilitant les transports. Il y a là un danger d'autant plus grand pour nous que notre armée de demain ne vaudra pas celle de 1918.

A nous aussi le coup de poing allemand comportera une attaque burlesque sur Briey et une attaque à longue distance par avion pour ébranler le moral du pays.

M. le Président — Vous vous rappelez tous l'émouvant exposé que nous a fait à ce propos M. Charles Dumont.



Je n'ai pas eu connaissance que cette communication ait eu aucune suite. Pourtant la question est assez grave pour nous inquiéter.

M. St. Hirschauer - Je persiste à penser que des abris titanesques sont indispensables le long de notre frontière.

M. P. Berger - L'ordre actuellement donné aux troupes d'arriver au Rhin est de résister en attendant les renforts. Or il ne faut pas se dissimuler que les renforts mettront huit jours pour arriver.

M. Mauger - La façon dont les Allemands améliorent leurs routes sur la frontière est inquiétante. Avec leurs services de transport automobiles, ils tirent de routes un parti tel qu'elles pourraient suffire à leurs communications même si les voies ferrées étaient détruites.

M. Hayez - J'estime que dans ces questions la Commission de l'armée a une responsabilité particulière, et qu'elle doit se mettre en contact avec le Chef de Gouvernement.

M. Carillon - Je tiens à rappeler qu'au cours de l'exposé fait devant la Commission par le Général Debeneux, M. Jorelet a posé une question sur l'avancement des travaux de fortification dans la région du Nord, M. l'Amiral lui a demandé de ne pas insister, à cause de la part qui incomberait à la Belgique au cas d'une défense à exécuter de ce côté.

Par conséquent, j'ai insisté. Le Général Debeneux nous a alors fourni quelques indications. L'existence d'un



9

alliance avec la Belgique a été récemment démentie officiellement. Quelle serait donc la situation au cas d'hostilité? Nos populations du Nord sont très inquiètes parce qu'elles ont toujours été sur le route des invasions. Le g<sup>l</sup> Debeney nous a dit sur la question et l'étude, mais que la fortification de la frontière Nord est très difficile en raison de la nature du terrain. J'ai objecté que les Allemands ont si admirablement utilisé ce terrain pendant la guerre. On peut donc se fortifier la faire en temps de paix. On le voit d'autant plus que la production du Nord, si variée et si importante, nous serait indispensable surtout en temps de guerre.

Quant à la Belgique, les événements de 1914 ont prouvé que même un accord préalable avec elle ne peut suffire. Le g<sup>l</sup> Debeney nous a assuré qu'il activerait les études entreprises. Il serait je crois, opportun de le lui rappeler. On voit le fait de ne pas fortifier notre frontière du Nord laisserait naturellement croire à une alliance avec la Belgique, ce qui serait fâcheux.

N'oublions que tous nos départements frontiers connaissent, au cas d'hostilité, un trafic exceptionnel. Les routes se trouvent insuffisantes. Puisque le Ministère des Travaux Publics a des crédits considérables pour les routes, nous pourrions suggérer au Gouvernement d'en réserver une part importante aux routes des départements frontiers.

De toute façon il faut rétablir le contact avec le Gouvernement.

M. le Président — Je suis tout à fait de votre avis.

M. Hagez — Les Sénateurs du Nord ont, en 1914, signalé les dangers de l'invasion allemande. Il ne



faudrait pas laisser se reformer un danger semblable. Pour y pourvoir, c'est au Président du Conseil que nous devons nous adresser et non pas seulement au Ministre de la Guerre.

M. de Blois — J'ai été à peu près seul jusqu'ici à intervenir au Parlement sur cette grave question. Mais les représentants du Nord sont plus qualifiés que moi pour intervenir auprès du Gouvernement et agir sur lui.

M. Berger — Les déclarations de M. le Général Debey, malgré toute la sympathie qui s'est exprimée pour les populations du Nord, ne m'ont pas paru suffisantes. Elles étaient tronquées et parfois imprécises. Il va sans dire qu'en réalité le Gouvernement ne doit pas décider de fortifier nos frontières du Nord, et je répète que la Commission de l'armée a là une lourde responsabilité.

M. le Président — Pour donner une sanction à la discussion qui vient d'avoir lieu, notre Bureau poursuivra de rendre auprès de M. le Président du Conseil et, au nom de l'unanimité de la Commission, le prie de venir devant vous, accompagné de M. le Ministre de la Guerre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16<sup>h</sup> 15'

---



3

Séance du Jeudi 7 mars.

Présidence de M. Albert Lebrun.

Présents: MM. Lebrun, J. Menier, Berger, Leter, Mauger, Coubat, de Blois, Gallot, de S'Harcourt, Chalamet, G<sup>ral</sup> Bourgeois, St Hirschauer, Sirey-Jol.

La Séance est ouverte à 15<sup>h</sup>.

Fortifications des  
frontières.

Visite à M. le Président  
du Conseil

M. le Président - Je donne la parole à M. Gaston Menier pour qu'il rende compte à la Commission de la visite qu'il a faite avec M. Berger à M. le Président du Conseil pour l'entretenir de la question de la fortification de nos frontières.

M. Gaston Menier - Nous nous sommes en effet rendus, M. Berger et moi, chez M. le Président du Conseil, qui nous a reçus en présence de M. Poincaré. Nous avons eu la bonne fortune d'avoir avec nous notre Président M. Lebrun, rentré la veille au soir de son voyage en Afrique.

Nous avons exposé à M. le Président du Conseil ce qui avait été dit au cours de la dernière séance de la Commission de l'armée.

Il nous a répondu que, dans les circonstances actuelles, son attention par la Commission ne lui paraissait pas s'imposer. Nous avons insisté en invoquant l'écrou de la population du Nord. Mais M. Poincaré a décliné notre invitation.

Il nous a donné quelques indications sur l'état d'avancement des travaux de fortification entrepris.



Nous nous regrette d ne pouvoir obtenir davantage,  
tout en comprenant fort bien que la question est de nature  
à soulever quelque émotion au point de vue international  
et qu'elle doit être traitée avec ménagement.

Le Président du Conseil recra d'ailleurs volontiers,  
nous a-t-il dit, en visits individuelles les membres de la Commis-  
sion qui désireraient s'entretenir avec lui de la question.

M. Pierre Berger - Je n'ai rien à ajouter à  
l'exposé si clair que vient de faire M. Gaston Menier, sinon  
que notre entente avec M. Soincaré a fait surtout sur l'in-  
suffisance des troupes défensives dans le régime de Metz et leur  
absence totale dans le régime du Nord.

M. le Président du Conseil a répondu, pour ne pas venir  
seulement le com d l'armée, la répercussion que pourraient avoir  
les décisions au point de vue international et les insinua-  
tions regrettables qui pourraient se produire dans la presse.

Nous avons insisté en rappelant le défaut d'organisation  
défensive qui existait dans le Nord en 1914. Mais M. Soincaré  
nous a répondu que rien ne prouve que le battail prochain  
débutera la prochaine guerre de l'ouest à nouveau dans  
le régime de Charleville. De plus, à l'insigne l'a insinué  
M. Gaston Menier, il a couru nos collègues qui désiraient  
s'entretenir avec lui de venir le trouver dans son Cabinet.

J'estime donc que ceux d'autres nous sur la question  
internationale plus particulièrement, nos collègues de l'Etat du Nord  
par exemple, doivent demander une nouvelle audience à  
M. Soincaré et obtenir de lui les apaisements nécessaires.

M. Ch. de Relsin - Je m'étais déjà rendu précédem-  
ment auprès de M. le Président du Conseil. Il m'avait répondu  
alors que tous les membres du Conseil Supérieur de Défense na-  
tionale ne s'étaient pas encore mis d'accord sur la question



de l'organisation défensive de nos frontières.

En réalité, il n'y a à l'heure actuelle rien de fait, et M. Bincard ne pourra rien nous dire de précis. On n'a pas encore de crédits pour réaliser à la fois le front de l'Est et celui du Nord, et c'est vers l'Est que s'est porté l'effort de notre Etat-major.

M. le g<sup>l</sup> Bourgeois - Je suis aussi d'accord sur la question en est au même point qu'il y a un an. C'est très grave, surtout après la révélation de M. Charles Dumont. Quelle que soit la guerre de demain, fût-elle surtout aérienne et chimique, il faudra toujours occuper le terrain et le conserver. Il faut donc à tout prix éviter qu'en cas de guerre notre territoire soit envahi et que le combat aient lieu chez nous.

M. J. Menier - Je n'ai pas manqué de signaler à M. le Président du Conseil l'émotion que nous avait causé l'exposé de M. Charles Dumont. La construction de nouvelles voies ferrées serait sans doute d'un grand intérêt stratégique.

M. le g<sup>l</sup> Hirschauer - Il n'y a actuellement sur le front de l'Est que des chantiers de constructions de routes. La Commission de l'armée a une grosse responsabilité engagée. Nous devons agir avec souverainement. Le formidable danger d'un coup de poing de l'Allemagne sur Metz ne doit pas être perdu de vue.

M. Libert - Je suis très ému par tout ce que j'ai entendu. Quoiqu'il en soit, c'est, me semble-t-il, au Gouvernement et non à la Commission de l'armée à prendre la responsabilité.



M. le Président — Je tiens à ajouter à mon  
tour quelques mots.

La responsabilité de la Commission de l'Armée  
est largement couverte et mise hors de cause par  
les très nombreuses interventions qu'elle a faites auprès  
de M. le Ministre de la Guerre et les très nombreuses audi-  
tions qu'elle en a obtenues. Notre action a donc été  
extraordinairement rigoureuse et tenace.

Quant à la question de fonds, elle a été fournie  
par nos collègues du Nord. Mais des apaisements peuvent  
leur être donnés en quelques mots et j'en ai fait hier en  
april comme M. Cavillon.

En réalité, il faut que la Commission de  
l'Armée ait un plan déterminé et ne s'en écarte pas.  
J'ai relu très soigneusement les compte rendus de nos  
auditions de M. Painlevé. Il en ressort qu'il a été  
nettement déclaré et admis qu'un seul point était  
à fortifier immédiatement : le nord de Metz. La dessus,  
personne n'a protesté.

Le Général Debenezy a formellement indiqué que  
les premiers crédits seraient exclusivement affectés à  
la mise en état de défense de la région de Metz et que  
ce serait seulement plus tard, dans deux ans, qu'on  
s'occuperait de la frontière du Nord.

Le plan est précis. Si la Commission veut le  
changer, qu'elle le dise. Elle en a la liberté. Mais si elle  
continue à penser que ce plan est le meilleur, je lui  
demande instamment de ne pas s'en écarter.

Ceci dit, une autre question, toute différente,  
reste à régler. Les 340 millions votés par l'Assemblée  
pour les travaux de fortifications à exécuter cette année  
sont-ils activement et efficacement utilisés dans la  
région de Metz? C'est une question qui nous inquiète, et



malheureusement j'<sup>(quelques raisons)</sup> ai ~~eu~~ de craindre que sur ce point il n'y ait pas lieu d'être complètement satisfait.

Les modifications de la dernière heure dans les plans des fortifications auraient entraîné des retards dans les adjudications. Aussi j'en propose de désigner deux d'entre nous pour examiner sur place où en sont les travaux et si par exemple les trois forts prévus ont bien fait l'objet d'adjudication. (Avenant général).

Désignation de  
deux membres de la C<sup>o</sup>  
pour l'examen des plans  
des travaux de fortification.

M. le G<sup>al</sup> Hirschauer et M. Pierre Berger sont désignés pour cette mission.

M. l'Abbé de Blois - Cette solution me semble satisfaisante, car si j'ai à le dire, la déclaration de G<sup>al</sup> Debeney ne m'avait pas fourni les apaisements désirables. C'est d'ailleurs pour moi, lors de la discussion de budget de la guerre, j'étais revenu, en séance publique, sur cette question de la défense de la frontière du Nord.

Désignation  
de Rapporteurs.

Sont désignés comme Rapporteurs :

M. Berger pour :

1° Le projet de loi autorisant la vente de la poudrerie de St Fous.

2° Le projet de loi relatif à la cessation des fortifications déclarées de Villefranche de Comblant.

M. le G<sup>al</sup> Bourgeois pour la suppression de loi concernant le renvoi anticipé des militaires de la fraction de la classe 27.

Enquête sur  
les décès de soldats  
en Rhénanie

M. le Président - Il me reste à entretenir la Com.



minion d'une dernière question :

Comme vous le savez, deux députés, M. le Colonel Picot et M. le Dr Pechin ont été désignés par le Corps de l'armée de la Chambre pour faire partie d'une Commission chargée d'enquêter sur les fâcheux événements qui viennent de se produire en Rhénanie à la suite de la très grave épidémie de grippe. Peut-être estimerez-vous — et c'est tout ce que je vois, sans le vus de M. le Ministre de la Guerre, qui m'a déposé de la question — qu'il conviendrait que deux membres de la Commission de l'armée du Sénat fussent également désignés pour faire partie de cette Commission d'enquête. (Assentiment)

M. M. Gallot et Loubat sont désignés pour faire partie de la Commission d'enquête qui va se rendre en Rhénanie.

La séance est levée : 18430

---



4  
Séance de mercredi 13 mars.

Présidence de M. Albert Cébren.

Présent: MM. Cébren, Gallet, Troubat, Cébren, Lacillon, Renault, L. Tandemont, Feuga, St Hirschauer, Jorelet, Moreau, Degeer, St Bonjean, Chalomet, J. Monier, Ruis, Cte d'Harcourt, Ct d'Blais, Mauger

La séance se ouvre à 14<sup>h</sup> 30

Résultats  
de l'enquête sur  
les décès de militaires  
survenus en Rhénanie

M. le Président — La parole est à M. Gallet  
pour nous rendre compte de la mission qu'il vient  
d'accomplir en Rhénanie avec M. Troubat

M. Gallet — Après avoir été désigné par le  
Commissariat de l'armée au cours de la dernière séance,  
nous nous sommes joints à nos deux collègues de la Chambre  
le Colonel Picot et M. Pichin chargés également d'exa-  
miner sur place l'état sanitaire des troupes de Rhénanie  
et d'examiner si des fautes n'auraient pu être commises  
par le commandement ou le service de santé au cours de  
la grave épidémie de grippe.

Notre mission a été remplie avec toutes les garanties  
désirables d'indépendance. Le Colonel Picot qui, surtout,  
a interrogé lui-même les soldats, en les mettant à l'aise,  
s'est toujours adressé à eux hors la présence des grades.

Nous avons pu tout d'abord constater que la direc-  
tion du service de santé s'était déjà préoccupée, à la fin  
de 1928, de l'état sanitaire des troupes de Rhénanie. M. le  
Médecin général Leroux, Directeur du Service de Santé en  
Rhénanie, avait fait au début de l'hiver une inspection



minutieuse des garnisons et avait donné les instructions appropriées. Il a pu constater que tous les chefs de Corps étaient particulièrement soucieux de l'hygiène et de la santé des hommes.

Le 24 Dec. 1928, en présence d'un certain fléchissement de l'état sanitaire et devant les rigueurs de l'hiver, le Directeur du Service de Santé de l'armée du Rhin envoyait une nouvelle circulaire rappelant et précisant les mesures prescrites.

En fin janvier et au début de février, la situation sanitaire devient plus mauvaise en raison de l'épidémie de grippe. Le personnel sanitaire se trouve ainsi surmené. Et il convient de louer le dévouement avec lequel le personnel - médecins, infirmiers et auxiliaires - fit alors son devoir.

Mais il faut tenir compte des nécessités particulières du service en pays occupé et aussi de l'état moral assez bas de jeunes soldats exilés en pays étrangers.

De Octobre à Février la mortalité à l'armée du Rhin, qui avait été de 3,2 % en 1924-25 et de 1,3 % en 1926-27 s'est heureusement relevée en 1929.

Il y avait en en Janvier 28, 14 décès. En Janvier 29 il y en a 40. En février l'épidémie battra son plein. Il y avait en, pendant l'hiver 1923-24 : 340 décès

—	24-25	: 253	—
—	25-26	: 189	—
—	26-27	: 201	—
—	27-28	: 106	—

Il y en a eu un peu plus de 200 pendant l'hiver 28-29, mais sur ce nombre 179 pendant le seul mois de février.

Il faut tenir compte, d'autre part, du fait que les effectifs de l'armée du Rhin étaient en 1923-24 presque



double & ce qu'il sont aujourd'hui.

Nous avons commencé notre enquête par la ville de Trèves.

Dans cette garnison, la plus atteinte, nous avons visité les casernements et les hôpitaux, interrogé les médecins. C'est L. Tries qui est partie la campagne & pénétré. Nous avons vu aussi les <sup>jeunes</sup> initiateurs de cette campagne. Us nous ont très loyalement déclaré qu'ils regrettaient infiniment la publicité fâcheuse faite autour de l'affaire et le tourment qu'elle avait pu causer. Us ont été impressionnés par les récits et reconnaissent qu'ils auraient pu mieux la vérifier. Us ont d'ailleurs écrit au député qui a fait état de leur lettre pour lui en exprimer leur regret.

Il est certain que les troupes sont : Trèves trop nombreuses et un peu entassées. Mais les malades ont été soignés avec un soin et une compétence parfaits et par les procédés mettant en œuvre les derniers progrès scientifiques.

On a dit que les officiers n'avaient pas été atteints. C'est inexact : 57 l'ont été sur 310.

On a dit aussi que la population civile n'avait presque pas été atteinte. Là, l'enquête était très difficile car les autorités allemandes se refusaient à donner des renseignements. Mais la sûreté générale a pu obtenir les chiffres suivants : En février 1928 : 87 décès.

En février 1929 : 150 -

Le Dr Lechin a tenu à aller visiter lui-même le rassemblement au cimetière. Il y a vu de grandes tranchées fraîchement creusées. Il y a bien eu épidémie dans la population civile comme parmi nos troupes.

S'il y a eu plus de décès dans les unités de cuisiniers et d'artilleurs que dans les autres, cela tient à l'obligation de pansage, périlleux par les gelées.



Le rapport de la place montre que toutes les précautions possibles avaient été prises, notamment pour éviter les stationnements prolongés des corvées, les tirs, et pour assurer le port de vêtements chauds.

Les mesures de désinfection ont été très énergiques.

Mais un nombre assez considérable de militaires ont été eux-mêmes atteints et les autres ont été 'éboués'.

Nous avons recherché quels avaient été les emplois du temps des hommes décédés, pendant la semaine qui avait précédé leur hospitalisation. Nous n'avons rien trouvé d'anormal ou de reprochable. Aucun cas d'homme non reconnu malade à la visite et hospitalisé tardivement.

Les chefs de corps ont sous l'égide pris sur les bords pour assurer une alimentation meilleure. Les exercices à l'extérieur avaient été supprimés avant 9 h du matin et après 16 h.

Il faut donc conclure que le fléau a été nettement épidémique et que le dévouement du personnel sanitaire a été au dessus de tout éloge.

De trois nos hommes atteints : Worms. C'est aussi l'épidémie a été grave. Mais tous les chefs ont été parfaits. Les parents des malades et des décédés ont été très bien accueillis et reçus au Cercle militaire avec beaucoup de délicatesse. Beaucoup ont écrit des lettres émouvantes de remerciements.

Le chauffage n'a pas fait défaut. Le charbon était distribué à volonté. Les séjours à l'hôpital ont été, pour les décédés, de la durée normale d'une broncho-pneumonie.

Le médecin chef, grippé lui-même, a repris son service étant encore fiévreux.



A Germersheim, où le climat est affreux, nous avons trouvé un colonel de tout premier ordre. Il avait pris toutes les mesures voulues et accompagnait tous les jours le médecin dans les visites aux malades. Les brancards avaient même été allumés devant certains guerriers. L'épidémie de grippe a été bénigne, mais elle a été précédée d'une épidémie très sérieuse de rougeole.

A Landau, il s'est produit un certain nombre de décès. Mais les hommes ont toujours été envoyés à l'hôpital en temps voulu.

Voici donc mes conclusions. Il y a lieu de noter d'abord que l'état sanitaire est toujours plus mauvais en Rhénanie qu'en France, en raison du climat, des exigences du service et de l'état moral des troupes.

La récente épidémie de grippe a été particulièrement grave. Mais les malades ont été soignés avec beaucoup de science et beaucoup de dévouement.

On a dit que les mesures prises tardivement avaient arrêté l'épidémie, et qu'on aurait pu l'arrêter plus tôt. C'est inexact. Les mesures avaient été prises antérieurement à l'épidémie, et la grippe a suivi la courbe normale pour la durée et pour l'intensité.

Il n'y a pas eu de corps plus éprouvés que les autres par suite de nourriture insuffisante ou mauvaise. On peut seulement observer que partout les pupilles de l'assistance ont été les plus éprouvées par suite de leur moindre résistance. Au contraire les hommes qui ont eu à rendre un service très actif, qui ont été entraînés, ceux qui ont suivi les pelotons ont été plutôt moins éprouvés.

Il conviendrait, d'autre part, de le encourager en



Rhénanie que des hommes venant de pays froids et montagneux et n'étant ni suspects, ni malades. Cela n'a pas été fait. A Deux-Ponts, 300 hommes ont dû être proposés pour la réforme et 150 ont été réformés.

Quoiqu'il en soit, il n'y a jamais eu, comme on l'a dit, d'hommes morts de froid. On avait prétendu qu'à Trèves des soldats conducteurs de brackes avaient dû stationner plusieurs heures dans un froid glacial pour attendre des familles d'officiers à la sortie d'un bal. Il n'y a jamais eu de station prolongée, et aucun des conducteurs, ni des bracks qui ont été attendus par les familles d'officiers à la sortie d'une sauterie intime n'ont été parmi les victimes de la grippe.

Il y a donc eu dans les réimmigrations qui se sont fait entendre des exagérations manifestes et des inexactitudes, et le Service de Santé de Rhénanie a fait admirablement son devoir.

M. Combat — Je tiens à m'associer pleinement à l'exposé de M. Gallot. Nous avons été partout ensemble et avons marché en plein accord avec nos collègues de la Chambre.

La mortalité regrettable qui s'est produite est due incontestablement au grand froid, qui fut exceptionnel. J'ai trouvé chez presque tous les malades que j'ai examinés les mêmes symptômes de pneumonie grippale. L'épidémie a sévi dans la population civile comme dans les corps de troupe, en particulier dans les collectivités. Dans une congrégation par très nombreux il y a eu six décès de religieuses.

On peut dire qu'il y a trop de troupes et que les anciennes casernes allemandes y sont humides et



malades.

Peut-être aurions nous pu, depuis 10 ans que nous sommes là, améliorer les casernements et les hôpitaux. Quant à l'alimentation, elle dépend surtout des capitaines.

Autre remarque: L'incorporation à 20 ans paraît être une erreur grave, et l'incorporation en Novembre également.

Enfin il faudrait un très très sérieux des hommes envoyés en Rhénanie.

Au dit, j'ajoute que le personnel sanitaire a fait tout son devoir. On n'a pas pu malheureusement lui envoyer les renforts qui auraient été nécessaires, les médecins civils étant eux-mêmes très occupés.

M. Gaston Menier — Je veux rendre hommage à la compétence et à la sincérité avec laquelle nos collègues ont rempli leur mission.

Il serait peut-être intéressant de savoir si les méfaits de la grippe ont été particuliers à l'armée du Rhin ou s'ils se sont manifestés aussi dans les autres régions.

Il est certain que la grippe a été aggravée par une vague de froid soudaine et terrible. Il est donc probable qu'il y a eu les épidémies un peu partout. A Paris, même dans les milieux non militaires, dans les usines et les grands magasins par exemple, il y a eu un pourcentage de malades très élevé.

M. Gallot — En effet la morbidité a été un peu partout, en France, plus élevée qu'à l'ordinaire. En ce qui nous concerne, nous n'avons à enquêter qu'en Rhénanie, et notre mission était de constater si les fautes avaient été commises, si notamment des hommes étaient morts de froid. Nous n'avons rien trouvé



de villement grave et répréhensible. Un seul cas nous est apparu douteux, celui du cavalier Barbe, qui serait resté deux jours en prison alors que l'ordre avait été donné de fermer les locaux disciplinaires. Mais, les témoins ont affirmé, d'autre part, que ce cavalier une fois en convalescence, aurait ouvert une fenêtre et y serait resté assez longtemps pour parler à une femme, ce qui aurait entraîné sa recapture.

Un autre malade aurait été, par suite de la tétise d'un sous ordre, transporté en fourgon et non en voiture sanitaire. Mais à l'arrivée à l'hôpital le médecin du corps l'a fait immédiatement hospitaliser et il a été rapidement guéri.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer — Je suis très heureux que a soient deux de nos collègues civils et médecins qui aient été chargés de l'enquête en Rhénanie. Ils y ont agi en toute indépendance.

Cette épidémie n'est malheureusement pas la première. J'ai, en 1918, perdu sans mon état-major trois officiers en 48 heures. En Janvier 1919, à Strasbourg, j'ai eu à déplacer une autre épidémie dans les casernes allemandes. Ces casernes ont de graves défauts, en particulier l'absence de latrines de nuit, qui oblige à sortir dans les cours. Cela aurait pu être amélioré. Peut-être aurions nous pu aussi améliorer le matériel de couchage avec du matériel français.

Je suis tout à fait d'accord avec nos collègues sur la nécessité d'un recrutement choisi pour la Rhénanie.

Ceci dit, je suis très heureux des résultats favorables de l'enquête.

M. le Président — Je crois qu'il est donné



les résultats de l'enquête, laquelle de tout l'avis nos  
collègues, nous pouvons considérer leur mission comme  
terminée (Assemblée générale)

La séance est levée à 17<sup>h</sup>.

---



## Séance du Mercredi 20 Mars.

Président : M. Albert Lebrun

Présents : Mm. Lebrun, J<sup>l</sup> Hirschauer, Casillon, Voilin, Duprey, Berger, Libert, Sirey-J<sup>l</sup>, Sabaterie, Morand, Chelametz, Gallet

Excusés : Mm. Maugué et Gaston Menier

La séance est ouverte : 14<sup>h</sup> 30Désignation  
de Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs :

M. Morand pour le projet de loi modifiant l'art. 44  
de la loi sur le dégrèvement des cadresM. Gallet pour la proposition de loi tendant à  
accorder des permissions exceptionnelles aux militaires  
cultivateurs.Libération  
du 2<sup>e</sup> Contingent de  
la classe 1927.M. J<sup>l</sup> Bourgeois donne lecture de son rapport  
sur la proposition de loi, et parle Chambre. Tendant à  
la libération anticipée du 2<sup>e</sup> contingent de la classe 27

Les conclusions, favorable, sont adoptées.

Chevaux  
de l'arméeM. Casillon — J'voudrais attirer l'attention de  
la Commission sur le danger que présente actuellement  
le défaut d'élevage de chevaux pour l'armée.On a relevé le prix d'achat des remonte. mais c'est très  
insuffisant.



Il existe au Ministère de l'Agriculture un fonds de réserve très important, provenant d'un prélèvement de 1% sur le pari mutuel. Le crédit inscrit sur ce fonds s'élève à 17 millions, bien qu'un prélèvement important, d'une vingtaine de millions, ait déjà été fait il y a quelques années.

Les primes allouées actuellement sont ridicules. Si l'on veut que la cavalerie puisse jouer son rôle et que les armées qui utilisent le cheval en aient suffisamment à leur disposition, il ne faut pas laisser détraquer le moule du cheval militaire, les juments poulaines. Il y a lieu de noter un choc que beaucoup ignorent, c'est qu'il y a plus de chevaux dans l'armée aujourd'hui qu'avant la guerre.

L'étranger fait chez nous des achats très importants de chevaux. Nous ne pouvons nous désintéresser de cette question, et je demande que nous entendions à ce sujet les grands chefs de la Cavalerie.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer - La question de cheval militaire est en effet très importante. On abuse beaucoup de la motorisation. Il y a des cas fort nombreux où ni l'aviation, ni l'automobile ne pourraient suffire. Il faudra toujours des chevaux (Avertissement)

Si en 1918 nous n'avons pas avancé aussi vite que nous l'aurions voulu, c'est parce que nous n'avions plus assez de cavalerie.

De plus il y a le grand danger, en temps de guerre, de manquer possible d'énergie. C'est pourquoi j'ai toujours désiré voir favoriser les camions marchants au bois ou au mazout. Mais l'intérêt de la question des chevaux militaires demeure entier.

La Commission décide à charge M. Carillon



de rédiger un rapport sur cette question.

Ce rapport sera transmis à M. le Ministre de la Guerre, à qui seront soumis tous les renseignements et apaisements désirables.

La Liège et l'œuvre : 15410

---



6

29

## Séance du lundi 29 mars.

Résidence de M. Lebren.

Présents: MM. Lebren, Lt Hirschauer, Renoult, Gallot,  
A d'Alsace, Carillon.

Excusé: M. Gaston Guerin

La séance est ouverte à 14<sup>h</sup>.

Permissions accordées  
en 1929.

M. Gallot donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à accorder une permission exceptionnelle aux militaires cultivateurs.

M. Lt Hirschauer — Il a été entendu précédemment que, lorsque nous aurons le service d'un an, la question des permissions accordées ne se posera plus.

Au sujet de l'incorporation en deux demi-classes. Toute l'instruction s'en ressent fâcheusement. Il faut donc s'ingénier à trouver un système permettant l'incorporation en une fois. Peut-être pourrait-on, à l'avenir, en ce qui concerne les permissions accordées, en accorder à condition que leur durée soit faite ensuite "en rabiot". Cela serait très utile, dans les armes montées, en particulier, au moment de l'incorporation des réservistes.

La proposition de loi est adoptée.

Avancement et  
limites d'âge des  
interprètes

M. Lt A. d'Alsace donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif aux règles d'avancement et aux



97  
Limite d'âge des officiers interprètes.  
Le rapport, formel, est adopté.

Désignation  
de Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs :

1/ M. René Renoult pour la proposition de loi  
tendant à l'aliénation du château d'Orquerolles (Var)

2/ M. le G<sup>l</sup> Hirschauer pour le projet de loi por-  
tant addition à la loi du 8 janvier 29 (art. 22) sur  
l'organisation des cadres de l'armée de terre.

3/ M. le G<sup>l</sup> Hirschauer pour la proposition de loi  
tendant à modifier l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 6 juillet 26  
relative à la prise de rang des admissibles en 1914  
aux échelons militaires de recrutement direct et aux  
échelons de sous-officiers et de officiers.

Le séance est levée à 14<sup>h</sup> 40



7  
31  
Séance du mercredi 27 mars.

Présidence de M. Albert Lebrun

Présents : MM. Lebrun, J<sup>e</sup>l. Hirschauer, Peline, Sallat,  
J. Menier, Berge, J<sup>e</sup>l. Bourgeois, Manger, Secourton,  
Loubet, Ch. Dumont.

La séance est ouverte à 14<sup>h</sup> 30.

Officiers d'administration,  
des services d'intendance  
et de santé.

M. Paul Peline donne lecture de son rapport sur  
le projet de loi, modifié par la Chambre, relatif à l'écon-  
cement et aux limites d'âge des officiers d'administration  
des services d'intendance et de santé.

Il y est précisé que la Chambre a introduit dans  
le projet un article 5 ainsi conçu :

« Une loi spéciale fixera, à l'égard des officiers  
sortis de l'Ecole d'administration militaire, les modalités  
d'application de la loi du 6 juillet 26 relatives :

1<sup>o</sup> à la prise de rang des admissibles, en 1914, aux écoles mi-  
litaires de recrutement direct et aux écoles de sous-officiers  
élus-officiers.

2<sup>o</sup> à celle des officiers sortis des mêmes écoles en 1921 et  
années suivantes.

M. le J<sup>e</sup>l Hirschauer — Cet article va bouleverser  
l'annuaire des officiers d'administration.

M. le Président — C'est certain. Néanmoins nous  
ne pouvons refuser de faire ici ce que nous avons fait pour  
toutes les autres écoles.



Le projet de loi est adopté.

Fusionnement  
des officiers d'adm.<sup>n</sup>  
de l'artillerie, du  
général, et l'état-major.

M. Paul Pelissier — Rest le second projet dont  
je suis rapporteur, celui relatif au fusionnement des officiers  
d'administration de l'état-major, de l'artillerie, du génie, et  
de l'aéronautique.

La Chambre veut, en réalité, de rejeter le fusionne-  
ment en rejetant la limitation de la période de transition.

D'après son texte, les officiers d'adm.<sup>n</sup> actuellement en  
activité pourront choisir entre le fusionnement ou la pro-  
longation de leur statut actuel. D'autre part on ne  
recrute plus d'officiers d'adm.<sup>n</sup>, qui ainsi disparaissent  
par extinction.

Existence cela ménage très bien les intérêts des  
officiers d'administration, mais cela retarde beaucoup  
trop le fusionnement projeté.

Etant donné cette grave modification et aussi  
la disjonction de tout ce qui concerne les officiers d'adm.<sup>n</sup>  
de l'aéronautique, le projet ne me paraît pas bon  
être rapporté avant la séparation.

Citadelle  
de Bitch.

de classement du  
fort Moselle à Metz

M. le général Hirschauer est désigné comme rappor-  
teur :

1<sup>o</sup>/ Du projet de loi portant déclassement d'une  
partie de la citadelle de Bitch.

2<sup>o</sup>/ Du projet de loi portant déclassement du fort  
Moselle à Metz.

Il donne lecture de 2 2 rapports, qui sont  
adoptés.



Écoles militaires  
préparatoires.

---

M. Mauger donne lecture de son rapport sur  
le projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 84 sur les  
Écoles militaires préparatoires.

Le rapporteur est chargé par la Commission de s'en-  
tendre avec le Ministère de la Guerre au sujet des priorités  
énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, qui comportent vraisemblablement  
une erreur matérielle.

Sous cette réserve, le projet est adopté.

La séance est levée à 15 heures.

---



## Séance du samedi 30 mars.

---

Présidence de M. Albert Lefebvre

Présent : MM. Lefebvre, Manger, Gallot, Sabatier, Duprey.

La séance est ouverte : 10 heures.

Temps de service  
des aînés de 3 enfants  
père de famille

---

M. Manger est désigné comme Rapporteur  
du projet de loi, adopté par la Chambre, accordant  
dix mois de réduction de service aux militaires appelés,  
aînés de trois enfants et pères de deux enfants, ou aînés de  
quatre enfants et pères d'un enfant.

Le rapport de M. Manger, concluant à l'adoption  
du projet, est adopté.

La séance est levée : 10<sup>h</sup> 30'

---



9 / 35  
Séance du Jeudi 30 mai.

---

Présidence de M. Albert Vebren

Présents: MM. Vebren, St Hirschauer, Morand,  
St Bourgeois, Gallot, Fenza, J. Menier, St Stult  
et Blois.

La séance est ouverte à 16<sup>h</sup>.

Modification de loi  
du 26 Décembre 29 sur  
l'aménagement des cadres

---

M. Morand donne lecture d'un rapport  
sur le projet de loi modifiant l'art. 44 de la loi  
du 26 Décembre 1929 sur le dépensement des cadres.  
adopté.

Prise de rang des  
admirants en 1914  
aux Ecoles militaires

---

M. St Hirschauer donne lecture d'un rap-  
port sur le projet de loi modifiant la loi du 6 Juillet 1926  
sur la prise de rang des admirants en 1914 aux Ecoles mi-  
litaires.

adopté.

Modification  
de l'art 31 de la loi de  
recrutement (gds Ecoles)

---

M. Mesimy — Je désirerais savoir si on  
est l'affaire de l'article 31 de la loi de recrutement  
relatif aux grands Ecoles

M. le Président — Vous vous rappelez que le  
projet de loi dont nous parlons a fait l'objet d'un rapport  
de M. St Bourgeois, tendant à l'acceptation du texte  
du Gouvernement. Le texte comporte seulement



l'adjonction à la liste actuelle des Grands Ecoles  
de l'Ecole d'aéronautique.

Mais beaucoup d'entre nous estiment qu'il con-  
viendrait de ne pas régler cette question sans prendre  
l'avis d'une Commission particulièrement compé-  
tente pour apprécier le niveau des Ecoles proposées.  
La Commission de l'Enseignement me paraît toute  
désignée. Elle pourrait être saisie pour avis.  
Et, quand elle aurait formulé ses conclusions, nous  
modifierions, s'il y avait lieu, les nôtres.

Cette proposition est adoptée.

Vente  
de la poudrerie de St-Fons

M. Pierre Berger donne lecture d'un rapport  
tendant à l'adoption d'un projet de loi relatif à la vente  
de la poudrerie de Saint Fons.  
adopté.

Cession des fortifications  
à Villefranche & Comblot

M. Pierre Berger donne lecture d'un rapport  
tendant à adopter le projet de loi relatif à la vente des  
fortifications de Villefranche & Comblot  
adopté.

Armée d'Afrique

M. le Général Hirschauer — Je voudrais dire un mot  
de nos troupes d'Afrique. Je rentre d'un voyage en Afrique  
du Nord et j'ai eu l'impression que beaucoup de  
nos officiers, envoyés là bas d'office, ne sont pas contents  
de leur sort. C'est d'autant plus que leurs indemnités  
sont insuffisantes. Il y a là une situation de nature à



non préoccuper quelqu'un peu.

M. Messimy - Actuellement un tiers du personnel de l'armée française est en Afrique. C'est une situation assez fâcheuse. Car il n'y a pas un tiers de nos officiers métropolitains qui est la vocation coloniale. Il faudrait tout au moins mieux payer les officiers en leur envoyant les bons.

Il y a aussi l'inquiétante question du séjour en France des troupes de couleur. Le séjour a des résultats déplorable et nous l'ont tous cher.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer - Les officiers d'Afrique se plaignent aussi du plafond des retraites, qui empêché, à partir d'un certain chiffre, les services coloniaux de compter pour l'évaluation de la pension.

désignation  
de Rapporteurs

Sont désignés comme Rapporteurs :

1<sup>er</sup> / M. Messimy pour le projet concernant la clameur par anticipation dans la disponibilité des militaires de la 3<sup>e</sup> fraction de la classe 27 et de la 1<sup>re</sup> et de la fraction de la classe 28.

2<sup>e</sup> / M. le C<sup>t</sup> d'Alsace pour le projet relatif à l'extension aux militaires indigènes sud-africains de l'armée métropolitaine les dispositions de la loi du 30 septembre 1915 relative à l'emploi d'indigènes dans les unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord.

Le séance est levée à 17 heures



## Séance du Vendredi 7 Juin

Présidence de M. Albert Lefebvre

Présents: MM. Lefebvre, Cavillon, Mauger, Peline, d'Alsace, Gallet, de Tiersac, Messimy.  
Excusé: M. Penancier.

La séance est ouverte à 15 heures

Désignation  
d'un Rapporteur

M. Gallet est désigné comme Rapporteur du projet de loi relatif à la location des usines d'acide sulfurique de Torgues

Servitude  
autour des magasins à poudre

M. le Président donne lecture d'un rapport de M. Penancier sur le projet de loi concernant les servitudes autour des locaux et magasins servant de fabrication des poudres et explosifs.

Le texte du projet est adopté sous la réserve que le Rapporteur est autorisé à modifier, s'il y a lieu, l'article 3 de façon à viser non seulement la loi de 1841 sur les expropriations, mais les deux lois ultérieures qui l'ont modifiée.

Fusionnement  
des officiers d'administration  
dans les armées.

M. le Président - Nous passons au projet de loi sur le fusionnement dans les armées des officiers d'administration de l'état-major, de l'artillerie et du génie. La Chambre a, comme vous le savez, modifié le texte adopté par le Sénat, en prévoyant une pério-



de transitoire allant jusqu'à l'extinction complète des officiers qui n'auront pas opté pour le nouveau statut.

J'ai reçu une lettre de M. le Ministre de la Guerre qui nous demande d'adopter le texte voté par la Chambre.

M. P. Pelisse, Rapp. - Dans ces conditions, et étant donné le vœu du Gouvernement, je me résume des fonctions de Rapporteur.

M. le Président insiste auprès de M. Pelisse, au nom de la Commission, pour qu'il conserve le rapport.

M. Pelisse - Non, je ne veux pas avoir l'air de me déjuger. Ma résolution est définitive.

M. Menimy - Les intérêts des officiers des armes ne sont-ils pas lésés par le nouveau texte ?

M. le Président - Je ne crois pas. Il s'agit plutôt ici d'une question d'harmonie et de mesure dans la législation. Il est bien certain que le prolongement excessif d'une période transitoire est toujours fâcheux et regrettable. Cependant je n'aperçois pas qu'ici l'intérêt général se trouve en jeu. J'ajoute que la Chambre a voté son texte à la quasi-unanimité, et qu'il faut en finir avec ce projet.

M. le G<sup>ral</sup> Stuhl est désigné comme nouveau Rapporteur avec la mission de conclure, sans modifications de détail, à l'adoption du texte de la Chambre.

Exempl.  
d'adjudant indigène  
en Afrique du Nord

M. le Comte d'Alsace donne lecture de son



rapport sur le projet de loi relatif à l'emploi  
d'adjudants indigènes dans les troupes d'Afrique  
du Nord.

M. Mauger — Des dispositions ont-elles été  
prises pour qu'il n'y ait pas de frottements entre  
adjudants indigènes et adjudants ou sous-officiers français?  
Pour qui connaît les troupes d'Afrique, cela a une grande  
importance.

M. le Président — Le texte prévoit que le Mi-  
nistre fixera les modalités d'application. Dans les con-  
ditions de notre rapporture pourrait s'entendre avec lui  
sur la question qui vient d'être touchée.

M. Messimy — Qu'on écrive surtout de  
confier à des sergents chefs indigènes la comptabilité des  
unités.

Il est décidé que le Rapp. se mette en relation avec  
le Ministre de la Guerre.

Sous cette réserve, le projet est adopté.

La séance est levée à 16 heures.

---



41

## Séance du Jeudi 27 Juin

Présidence de M. Albert Cibrum

Présent: MM. Cibrum, G<sup>l</sup> Hirschauer, Renoult, Voilin, Ct<sup>e</sup> & Blais, Coubat, Fenza, Berge, G<sup>l</sup> Stuhl, Chelamet, Raiberti, Fouche, Menimy, Mangot, Gallat, Ct<sup>e</sup> D<sup>r</sup> Harcourt.

La séance est ouverte à 17 heures.

Aliénation de  
Château de Gorguerolles.

M. René Renoult donne lecture d'un rapport sur le projet de loi tendant à l'aliénation de Château de Gorguerolles.

Le rapport, favorable, est adopté.

M. le G<sup>l</sup> Stuhl donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif au fusionnement des grades des officiers d'administration de service d'Etat-major, d'artillerie et de génie.

Il conclut à l'adoption du texte de la Chambre.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer — Une difficulté se présente pour l'avenir. Au fur et à mesure que les grades disparaissent, les officiers d'administration des grades inférieurs disparaissent et ne sont pas remplacés. Comment alors pourrions-nous maintenir la proportion réglementaire entre le nombre d'emplois des différents grades?

M. le Président — Evidemment cette question se pose. Nous interrogerons à son sujet M. le Ministre de



la Guerre, qui a probablement pris le cas.

Le rapport est adopté.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer - Un seul mot encore.  
Il faudra toujours, dans les états-majors, les hommes  
concernés à fond la comptabilité, les archives et les  
procédés. Ce ne sont pas les officiers de troupe qui  
pourront rendre des services de cette nature. On reviendra  
donc nécessairement sur la réforme actuelle et on  
rétablira, sous une forme ou sous une autre, les emplois  
qui remplissent les officiers d'Administration.

Désignation  
de Rapporteurs

M. Berge est désigné comme Rapporteur:  
1<sup>o</sup> / Sur projet de loi relatif à la création de fortifications  
dépendantes de la Fère.

2<sup>o</sup> / Sur projet de loi créant un cadre spécial d'emplois  
réservés pour les fonctionnaires de la police.

Libération

des militaires pères de famille

M. Messimy est désigné comme Rapporteur sur la  
proposition de loi relative au renvoi dans leurs foyers, après  
un an de service, des militaires pères d'un ou plusieurs  
enfants.

Il donne lecture de son rapport tendant à l'adoption  
du projet.

M. le Comte de Blois - Ne pourrions nous pas étendre  
la faveur aux militaires appartenant à des familles de  
plus de 11 enfants?



M. le Rapporteur - Nous ne pouvons pas nous engager dans la considération de tels cas particuliers, alors surtout que dans quelques mois le temps de service sera ramené à un an pour tout le monde.

Le rapport est adopté.

Ligne électrique  
d'Éjet à Arreau

M. Ferega donne lecture de son rapport sur le projet de loi approuvant une Convention entre les Ministres de la guerre et des Finances et la Cie du Midi pour la cession à celle-ci d'une ligne de transport d'énergie électrique entre Éjet et Arreau.

Le rapport, favorable, est adopté.

Addition à l'art 22  
de la loi du 8 janvier 25  
(Cadres des réserves)

M. le Général Hirschauer donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant addition à la loi du 8 janvier 25 (art. 22) sur l'organisation des cadres des réserves.

Adopté.

Libération des  
militaires de la 3<sup>e</sup> fraction de  
la classe 27 et de la 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>  
fractions de la classe 28.

M. Messimy donne lecture d'un rapport concluant à l'adoption du projet de loi sur la libération des militaires de la 3<sup>e</sup> fraction de la classe 27 et de la 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> fractions de la classe 28.

Adopté.

Cours Spécial  
de Justice militaire

M. Pierre Berger - J'ai été désigné comme Rapporteur, pour avis, de la proposition de loi tendant à



la création d'un Cour spécial de Justice militaire  
chargé de la révision des sentences prononcées sous la  
zone des armées par toute juridiction d'exception.

M. le Président m'a communiqué une lettre  
dans laquelle M. le Ministre de la Guerre insiste pour  
l'adoption de cette proposition.

Je n'ignore pas que la Commission de législation,  
saisie au fond, a déposé un rapport favorable. Mais  
en ce qui me concerne je considère que cette proposition,  
en raison de son caractère beaucoup trop large et  
de nombre formidable de révisions qu'elle pourrait  
entraîner, est dangereuse et ne doit pas être adoptée.

M. le Président — Le mieux sera, dans ces condi-  
tions, de convoquer M. le Ministre de la Guerre et de  
l'entendre à ce sujet. (Assentiment)

La séance est levée : 18<sup>h</sup> 40'

---



## Séance de Vendredi 26 Juillet.

---

Présence de M. Kellern.

Présents : M. Kellern, J. Hirschauer,  
J. Moser, J. Stuhl, Messimy, Mauger.

La séance est ouverte à 14<sup>h</sup> 30

### Affaires diverses.

M. le Président — J'ai réuni la Commission pour qu'elle examine s'il n'y a pas lieu de désigner des Rapporteurs pour la proposition de loi de M. Lévêque tendant à modifier les art. 8, 17 et 18 de la loi de recrutement et pour le projet complétant l'art. 9 de la loi de 31 mars 1919 sur les pensions, et éventuellement pour rapporter d'urgence la proposition tendant à libérer, après un an de service, les militaires, anciens de père et de mère et sans 3 enfants.

La Commission décide qu'« étant donné l'imminence de la clôture de la session, il convient de renvoyer à la rentrée les travaux de la Commission »

La séance est levée à 14<sup>h</sup> 45.

---



13

# Séance du Jeudi 7 Novembre

---

Présidence de M. Leboucq

Présents: MM. Leboucq, G<sup>l</sup> Hirschauer, Ch. Blois, G<sup>l</sup> Stuhl, Morand, Foucher, Ch. Dumont, G<sup>l</sup> Bouffier, Cillaux, Loubat, Mauger.

La séance est ouverte à 15<sup>h</sup> 45.

Nomination  
de Rapporteurs.

---

Sont désignés comme Rapporteurs:

1<sup>o</sup> M. Messimy pour le p<sup>ro</sup>jet de loi tendant à modifier les articles 8, 17 et 18 de la loi sur le recensement du 31 mars 28.

2<sup>o</sup> M. le G<sup>l</sup> Stuhl pour l'avis: Donner sur le projet, complétant l'art. 9 de la loi du 31 mars 19 sur la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service.

3<sup>o</sup> M. Morand pour la p<sup>ro</sup>position, adoptée par la Chambre, tendant à l'élire, après un an de service, les militaires sous les drapeaux ou belins de père et de mère, ainsi d'une famille de trois enfants au moins.

4<sup>o</sup> M. le G<sup>l</sup> Hirschauer pour le projet de loi relatif à la réorganisation des musiques militaires de l'armée métropolitaine et du personnel de ch<sup>ap</sup> et de ch<sup>ap</sup> de musique.



La Commission décide de ne pas rapporter la proposition de loi tendant à accorder une permission appelée de 10 jours aux militaires, fils de veuve de guerre, même si ces militaires n'ont pas accompli les 6 mois de service républicains.

## Organisation défense les frontières

---

M. le <sup>g<sup>e</sup></sup> Hirschauer s'oppose sur le bureau de la Com., au nom de la Sous-Commission d'enquête, le rapport sur l'état d'avancement des travaux de mise en état de défense de notre frontière du N. E.

(La conclusion de ce rapport est que l'état des travaux n'est pas celui qu'on pourrait espérer après les constatations déjà faites sur place l'année dernière).

M. L<sup>ts</sup> de Blois — Il me paraît indispensable que nous entendions M. le Ministre de la Guerre à ce sujet.

M. Charles Dumont — La question présente deux côtés distincts : le côté technique, relatif aux travaux, sur lequel le rapport peut nous renseigner, et d'autre part le côté financier : quels crédits ont jusqu'à présent été engagés et qu'a-t-on fait de ces crédits ?

M. le <sup>g<sup>e</sup></sup> Hirschauer — Il me semble que la Commission devra d'abord entendre la Sous-Commission, qui a fait son enquête.

M. le Président — Nous sommes tout à fait d'accord. La Commission entendra les explications de la Sous-Commission le plus tôt possible.

La séance est levée à 16<sup>h</sup> 25.

---



# Séance du Jeudi 14 Novembre

Présidence de M. A. Cébriaux

Présents : MM. Cébriaux, G<sup>l</sup> Hirschauer, Berger, G<sup>l</sup> Hull, Veilin, Hayez, Renault, & Kubernac, Toucher, Ch. Dumont, Lt D'Harcourt, G<sup>l</sup> Bourgeois, Chalamet, Feuge, Carillon.

La séance est ouverte à 16<sup>h</sup> 15.

Compte rendu de  
M. le G<sup>l</sup> Hirschauer  
sur l'état d'avancement  
des travaux d'organisation  
de la frontière du N-E.

M. le G<sup>l</sup> Hirschauer donne lecture de son rapport relatif à l'enquête dont il avait été chargé, ainsi que M. le Président Cébriaux et M. le Vice Président Berger, sur l'état d'avancement des travaux d'organisation défensive de la frontière du Nord-Est.

(Voir aux archives de la Commission le texte de ce rapport).

M. Pierre Berger — Je tiens à dire avec force que nous avons toujours été, M. le G<sup>l</sup> Hirschauer et moi, en parfait accord. Nous avons interrogé le Ministère sur diverses questions, notamment sur les conclusions du rapport dont avait été chargé M. le Général Guillaumat. Nous n'avons obtenu aucune réponse.

Il y a un mois, à Metz, M. le Général Pétain a déclaré formellement que les travaux de fortification de Metz demanderaient au moins trois ans.

Or l'autre jour, à la Chambre, M. Briand a déclaré



que tout allait être prêt à Metz. En réalité, avec le trouble qu'apportera l'évacuation de la Rhénanie, il faudra plus de trois ans. Ainsi notre frontière se trouvera déconcertée.

Les Commandes pour les travaux à Metz n'ont été faits que le 22 septembre dernier. Il faut que cela change. Il faut voir le Ministre, et il faut que notre enquête ait une sanction.

Certains d'entre nous demandent, à l'année dernière, ce qu'on a fait sur la frontière du Nord. La réponse est très simple : Rien. Sur la frontière du Sud-Est on a fait très peu de chose. Il nous faut agir directement sur le Ministre lui-même.

M. le Président — Je vais faire reprendre par notre Secrétaire les procès verbaux des séances au cours desquelles nous avons, depuis 1920, entendu les Ministres successifs sur la question de la mise en état et de l'équipement de notre frontière de l'Est. Cela éclairera la situation.

À dire vrai, j'ai l'impression que nous nous trouvons ici dans un cas tout à fait analogue à celui qui a existé, avant la guerre, pour l'artillerie lourde (Très bien).

On se trouve en présence de thèses différentes, de systèmes opposés. Et il manque toujours, au moment où la discussion devrait finir, une autorité pour dire : Maintenant c'est assez, passons à la décision. (Acclamation générale).

Les décisions qui viennent d'être prises auraient pu l'être il y a deux ans. Encore si, au moment du vote des crédits, les plans avaient été achetés et définitifs n'y aurait-il rien à dire. Mais il n'en a



pas été ainsi. On a changé récemment de  
conception sur certains points, et on discute encore,  
entre techniciens, sur certaines questions.

Les discussions d'école ne sont même pas achevées!

Je remettrai à M. le Ministre de la Guerre  
le rapport de M. le Général Hirschauer, et je lui  
demanderai de venir devant nous après en avoir pris  
connaissance.

M. Charles Dumont - Un tout seulement  
pour demander à la Commission de réviser la  
Liberté en ce qui concerne les conditions et la mobilité  
des accords de La Haye. Un rapport de la Commission  
de l'armée me paraît indispensable sur cette grave  
question. Si la Commission veut bien me le confier,  
je m'en chargerai volontiers.

M. le Président - Ce rapport aura d'autant  
plus d'intérêt que certains passages du récent discours  
de M. Briand ne m'ont pas paru en concordance  
parfaite, ~~avec~~ notamment en ce qui concerne  
la construction de vos ferries en Allemagne, avec  
l'exposé que vous nous avez fait ici.

M. Charles Dumont - Ce qui m'a le  
plus frappé, c'est un passage du discours de  
M. Cardien relatif aux routes nouvelles en Alle-  
magne, qui auraient fait l'objet d'un mémoran-  
dum remis à La Haye. Nous avons donc de sé-  
rieuses et bonnes raisons de nous occuper ici de  
la question.

La séance est levée à 17<sup>h</sup> 45'

---



15 / 51  
Séance de Jeudi 19 Décembre.

Présidence de M. Albert Lehmann  
La séance ouverte à 15<sup>h</sup> 30.

Présents : MM. Lehmann, St. Hirschauer, Mangr, St. Hull, Hagez, Labet, A. D. Nis, J. Kulersac, J. Landerat, Voillem, Merimay, Le courtier, L. D. Kussu, Sautaine, Feinga, Mousant, A. D. Harcourt, Berge, A. D. Albrici, Chalamek, Caillaux, J. Menier, Ch. Dumont, Madieu, Libert, Casillon, Labatier, Renault, Fouché, St. Bourgeois.

Désignation  
de Rapporteurs

Tout désigné comme Rapporteurs :

M. St. Hirschauer pour le projet de loi de M. Mousant tendant à faire bénéficier de majorations à titre d'études préliminaires les anciens Elus de St. Eyr et St. Eulh.

M. Merimay pour le projet de loi relatif aux fortifications de Boulogne / mer.

M. Berge pour le projet de loi relatif à la cession de la ville d'Empignen des terrains de la citadelle de Lanée.

M. Berge pour le projet relatif à la cession de la ville d'Amuey des terrains de la citadelle de Lanée.

M. St. Hirschauer pour le projet tendant aux officiers d'adm<sup>n</sup> sortis de l'Ecole d'adm<sup>n</sup> m<sup>i</sup>l<sup>i</sup>re les dispositions de la loi du 6 juillet 1926.



16  
M. Gaudaire pour le projet de loi relatif à un  
échange de terrains sur le domaine de la poudrerie de  
Blancpignon.

Pensions militaires

M. J. Hubel donne lecture de son avis sur  
le projet de loi complétant l'art 9 de la loi du 31 mars 19  
sur les pensions, en ce qui concerne les décès survenus, les  
blessures reçues et les maladies contractées en service.  
adopté.

Musiques militaires

M. J. Hirschauer donne lecture de son rapport  
sur le projet de loi portant réorganisation des musiques mi-  
litaires et du personnel des chefs et sous-chefs de musique.

Le rapport est adopté sous réserve de l'avis du gouver-  
nement en ce qui concerne le grade et le traitement à attribuer  
au sous-chef de la musique de la garde républicaine.

Audition  
du Ministère de la Guerre

Organisation défensive  
de frontières

A 16 heures, M. Maginot, Ministre de la Guerre  
est introduit, accompagné de M. L. Guinard, sous-secrétaire  
de Ministère de la Guerre et du général Bellefleur

Il s'entretient de l'organisation défensive de la  
frontière de l'Est

(Voir compte rendu sténographique)

Le séance est levée à 18<sup>h</sup> 20'



# Séance du Jeudi 29 Décembre

Présidence de M. Albert Lefebvre.

Présents : MM. Lefebvre, St. Rougier, St. Hual, Daniel Vincent, A. Valera, Saudaire, Corillon, Hayez, J. Menier.

La séance est ouverte à 14<sup>h</sup> 30.

Credits pour  
l'organisation défensive  
des frontières

M. L. St. Hual est désigné comme Rapporteur-Président du projet loi portant ouverture de crédits en vue de l'organisation défensive des frontières.

M. Daniel Vincent insiste sur la nécessité de fortifier la frontière du Nord.

Poudrière de Blancpignon

M. Saudaire donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains situés sur le domaine de la poudrière de Blancpignon.  
Le rapport est adopté.

La séance est levée à 15<sup>h</sup> 15.



# Séance du Samedi 28 Décembre

Présidence de M. Albert Lebrun.

Présents : MM. Lebrun, G<sup>l</sup> Huhl, Courty,  
Ch. Fabre, Lataste, Mangin, Voilin.

La séance est ouverte : 14<sup>h</sup>.

Ville d'Amnezy  
Casernes Balay d'Artois Decour. de M. Berger sur le projet de loi approuvant la cession  
à la ville d'Amnezy des casernes Balay d'Artois et Decour.  
(adopté)

Citadelle de Perpignan  
M. le Président donne lecture d'un rapport de  
M. Berger sur le projet de loi relatif au rattachement  
de la citadelle de Perpignan et de la cession de terrains  
à la ville  
(adopté)

Application de la loi votée  
aux officiers d'adm<sup>n</sup>  
Intérêt de Vincennes  
M. le Président donne lecture d'un rapport de M. L.  
G<sup>l</sup> Hirschauer sur le projet de loi relatif aux bonifica-  
tions d'ancienneté à accorder aux officiers d'adm<sup>n</sup>  
Intérêt de l'École de Vincennes après la guerre.  
(adopté)

Musiques militaires  
M. le Président donne lecture d'un rapport de  
M. L. G<sup>l</sup> Hirschauer sur le projet de loi relatif à la réorga-  
nisation des musiques militaires.  
Le rapport est approuvé, après observation de M. L.  
Mangin (pensions au grad sup<sup>r</sup> aux Capitaines déjà retraités)  
et de M. L. G<sup>l</sup> Huhl (Création de futurs cadres de musiciens).



Crédits  
pour l'organisation  
défensive des frontières.

M. le S<sup>t</sup> Stuhl donne lecture d'un ~~rapport~~  
avis sur le projet de loi portant ouverture de crédits  
en vue de l'organisation défensive des frontières.  
(adopté).

Questions de  
M. Mauger.

M. Mauger — Les députés en cuir éprouvent  
certaines inquiétudes au sujet des essais faits dans l'ar-  
mée en vue de l'adoption de succédanés du cuir dans la  
fabrication des chaussures. Les succédanés, le cuir en  
particulier, sont de cette d'une très grande solidité. Mais  
il serait intéressant d'être renseignés exactement sur les  
intentions de l'administration militaire.

D'autre part, M. le S<sup>t</sup> Hirschauer a signalé, il y a  
quelque temps, la conduite admirable des bûcherons pendant  
la guerre sur le front, et le rôle des hostilités. Ces hom-  
mes, qui appartenaient à des classes anciennes, semblent bien  
dignes de recevoir la Croix de Combattant.

Enfin je veux signaler une circulaire ministérielle  
aux termes de laquelle les étudiants refusés en juillet à leurs  
examens peuvent obtenir un sursis d'incorporation jus-  
qu'en Novembre. Mais ils sont ensuite priés de toute  
permission. N'est-ce pas un peu exorbitant ?

En terminant, un mot sur la nourriture des  
troupes : Il convient de noter que, si les hommes se plai-  
gent, ce n'est pas de la quantité des aliments, mais  
de leur qualité, de leur préparation. Il y a quelque chose  
à faire.

M. le Président — En ce qui concerne les suc-  
cédanés de cuir, nous chargerons notre collègue M. Mauger  
de pénétrer au Ministère les renseignements nécessaires.



En ce qui concerne la Carte de combattant  
pour les vétérans, il me paraît impossible, d'après les termes  
de la loi, de le leur accorder. On pourrait voir s'il  
n'y a pas autre chose à faire en leur faveur.

Enfin, en ce qui concerne les états de  
a part M. Manger, ils ont évidemment droit à  
la permission normale s'ils accomplissent le temps  
normal de service.

Le Liège est bon : 15<sup>h</sup> 20.

---